

Bruxelles, le 25 janvier 2019
(OR. en)

5650/19

UD 25

NOTE POINT "I/A"

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
N° doc. préc.:	ST 13835/2/18 REV 2
N° doc. Cion:	ST 10897/18
Objet:	Conclusions sur le premier rapport bisannuel sur les progrès réalisés dans le développement de l'union douanière de l'UE et de sa gouvernance - Adoption

1. Le 5 juillet 2018, la Commission européenne a publié sa communication au Conseil et au Parlement européen intitulée "Premier rapport bisannuel sur les progrès réalisés dans le développement de l'union douanière de l'UE et de sa gouvernance", dans laquelle elle examine le fonctionnement de l'union douanière à ce jour et identifie les questions à traiter en priorité.
2. Les participants au séminaire de haut niveau pour les chefs des administrations douanières des États membres de l'UE et des pays candidats participants ainsi que la Commission européenne ont préparé, le 19 octobre 2018, la "Déclaration de Vienne" sur les performances de l'union douanière, qui figure en annexe des conclusions.

3. La présidence a élaboré un projet de conclusions du Conseil visant à fournir des orientations pour le développement de l'union douanière de l'UE et de sa gouvernance. Ce projet a été examiné par le groupe "Union douanière" et un large consensus a été dégagé sur le texte lors de la réunion du groupe du 17 décembre 2018.

4. Compte tenu de ce qui précède, le Comité des représentants permanents pourrait:
 - confirmer l'accord intervenu au sein du groupe; et

 - inviter le Conseil à adopter sans débat, lors d'une de ses prochaines sessions, les conclusions du Conseil qui figurent à l'annexe de la présente note.

Conclusions du Conseil sur le premier rapport bisannuel sur les progrès réalisés dans le développement de l'union douanière de l'UE et de sa gouvernance

Le Conseil de l'Union européenne,

RAPPELANT les conclusions du Conseil sur le développement de l'union douanière de l'UE et de sa gouvernance, dans lesquelles il invite, en particulier, la Commission et les États membres à:

- placer la mise en œuvre du code des douanes de l'Union (CDU) au premier rang des priorités;
- développer une stratégie globale à moyen et long terme pour les systèmes informatiques douaniers;
- continuer à développer la mesure des performances de l'union douanière (CUP) en tant qu'outil de gestion destiné à orienter les décisions politiques et à fournir un cadre d'évaluation, et à développer encore l'ensemble des indicateurs clés de performance fondés sur les besoins stratégiques;
- renforcer la gouvernance de l'union douanière;
- améliorer la coordination et la coopération des douanes avec d'autres autorités répressives et agences;
- poursuivre les efforts qu'ils déploient en vue d'élaborer une solution viable pour la création du système de guichet douanier unique de l'UE;
- soutenir l'amélioration de la coopération en matière de douanes et de fiscalité;
- continuer à associer le secteur commercial au processus d'élaboration et de mise en œuvre de la législation douanière de l'UE;

et la Commission à faire rapport sur l'évolution de la situation dans les domaines susvisés;

CONSIDÉRANT:

- le livre blanc de la Commission sur l'avenir de l'Europe¹, les questions que celui-ci a soulevées en matière de sécurité et de gestion des frontières et les défis qui en découlent pour les douanes;
- la "Déclaration de Vienne" des participants au séminaire de haut niveau destinés aux chefs des administrations des douanes des États membres de l'UE, des pays candidats et de la Commission européenne du 19 octobre 2018 sur les performances de l'union douanière, qui figure en annexe;

NOTANT

- le rôle majeur joué par l'union douanière dans le cadre de la politique commerciale, ainsi que par les douanes lorsqu'il s'agit de faciliter le commerce, permettant ainsi à l'UE de devenir le plus grand bloc commercial du monde;
- l'incidence positive de la mise en œuvre du cadre commun de gestion des risques sur la sécurité;
- les défis que représentent pour les douanes les nouvelles technologies développées et les nouveaux modèles économiques mis en œuvre;

ACCUEILLE AVEC SATISFACTION la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen intitulée "Premier rapport bisannuel sur les progrès réalisés dans le développement de l'union douanière de l'UE et de sa gouvernance"²;

¹ Doc. ST 6952/17.

² Doc. ST 10897/18.

PREND NOTE DE CE QUI SUIT:

- les travaux en cours en vue de développer l'outil de mesure des performances de l'union douanière et les indicateurs clés de performance, ainsi que les synergies possibles en vue d'éviter la duplication des données;
- la mise en œuvre de l'approche par étapes en ce qui concerne le guichet unique;
- la modification en cours des arrangements conclus avec le groupe de contact avec les opérateurs économiques en vue de mieux associer ces derniers à l'élaboration de la législation douanière.

SOULIGNE CE QUI SUIT

- en ce qui concerne le cadre des douanes de l'Union, il importe que les États membres et la Commission travaillent de concert et respectent les délais convenus afin de mettre en place, dans les meilleurs délais, les systèmes informatiques requis pour la mise en œuvre dudit code;
- en plus de relever ces défis, il est essentiel de traiter, dans le cadre des discussions en cours concernant la stratégie pour les systèmes électroniques douaniers, les problèmes liés à ces systèmes dans leur ensemble;
- la fin du régime d'exemption de la TVA sur les biens d'une valeur négligeable après 2021 représente un défi pour les douanes compte tenu de l'accroissement des importations de ce type de biens dans l'UE;
- la gouvernance de l'union douanière est un dossier complexe qui associe de nombreux intervenants;

- les questions à traiter en priorité, en particulier en ce qui concerne le renforcement des contrôles, le suivi de la législation douanière de l'UE, l'efficacité des administrations des douanes, la facilitation du commerce, l'innovation, les systèmes électroniques, le commerce en ligne, la sécurité et les relations internationales devraient fournir des possibilités de poursuivre le développement et l'amélioration de la gouvernance et ses structures.

INVITE LA COMMISSION ET LES ÉTATS MEMBRES À:

- poursuivre le développement de l'outil de mesure des performances de l'union douanière et son utilisation, comme exposé dans la "Déclaration de Vienne" du 19 octobre 2018, qui figure en annexe;
- intégrer la CUP dans l'élaboration de la politique de gestion stratégique de l'union douanière et dans le processus de décision stratégique en la matière, à utiliser la CUP pour sensibiliser davantage à l'union douanière, à ses performances et à sa valeur ajoutée, ainsi qu'à expliquer l'étendue et les résultats des opérations douanières dans l'UE;
- rationaliser les voies de transmission électronique des données relatives aux biens de valeur négligeable et à explorer les synergies possibles en établissant des liens entre les données électroniques disponibles sur les biens de valeur négligeable après 2021 afin de s'attaquer ensemble aux risques douaniers et fiscaux posés par ces biens en effectuant les contrôles les plus efficaces compte tenu du nombre croissant de ces biens et du recul des ressources disponibles pour les contrôles;
- continuer à examiner les problèmes évoqués dans le rapport de la Commission³ et dans les conclusions du Conseil sur la stratégie informatique pour les douanes⁴ et suivre le rythme de l'innovation et de l'évolution des technologies et de pratiques telles que l'analyse de données et la chaîne de blocs.

³ Doc. ST 7935/18.

⁴ Doc. ST 13543/17.

- explorer les synergies possibles entre le groupe à haut niveau des directeurs généraux des douanes et le groupe de politique douanière, qui est désormais un groupe d'experts formel, en gardant à l'esprit leurs objectifs et leurs compétences respectifs;
- poursuivre la réflexion sur les moyens d'améliorer l'efficacité de l'union douanière et des administrations douanières à l'aide, par exemple, de nouvelles techniques d'analyse des données et en testant des méthodes de travail collaboratives;
- explorer des moyens nouveaux et différents de contrôler les marchandises tout en s'appuyant davantage sur les opérateurs commerciaux fiables et sur leurs données.

INVITE LA COMMISSION à l'informer, dans le prochain rapport bisannuel, sur le développement de l'union douanière et de sa gouvernance dans tous les domaines prioritaires qu'elle a identifiés dans sa communication, y compris les nouveaux domaines prioritaires, en tenant compte, le cas échéant, des objectifs, des actions et des résultats du groupe "Coopération douanière".

VIENNA DECLARATION ON CUSTOMS UNION PERFORMANCE

"Moving Towards the Future"

18 - 19 October 2018, Vienna

The Participants in the High-Level Seminar for the Heads of Customs Administrations from the EU Member States, Participating Candidate Countries, and the European Commission,

Noting that Customs Union Performance (CUP) is a mechanism for the **systematic assessment of the Customs Union's performance** in the context of its strategic objectives in terms of effectiveness, efficiency, and uniformity, based on an analysis of key performance indicators (KPI);

Acknowledging that CUP is an essential element of the **Customs Union's governance**;⁵

Recognising that CUP should continue to be developed as a **management/steering tool** for evidence based policy formulation, and for strategic and operational priority development;

Emphasizing that CUP does not aim to rank national customs authorities but to support them in optimising performance and synergy within the Customs Union;

Acknowledging that more attention is needed to ensuring that CUP indicators can contribute consistently in common and national strategic processes;

⁵ ST 15818/16 and ST 7585/1/17 REV 1

- Recalling** that CUP is the shared tool for helping to optimise performance across the Customs Union; Customs Programme support should be guaranteed;
- Considering** that, building on experience gained and results achieved, CUP has reached a high level of **maturity and stability** in terms of governance, content and methodology, relying on close co-operation between the customs authorities and the Commission, and national operational data;
- Emphasising** that CUP should be used further to **raise awareness of the Customs Union**, its performance and its added value as well as to show the extent and results of Customs operations in the EU;
- Convinced** that the shared ambition for further development of CUP should be assessed in light of its potential to support evidence-based policy making and the development of strategic and operational priorities.

Agreed as follows:

- the development and use of CUP should be strengthened, building on the common platform already achieved;
- CUP should be **integrated with Customs Union strategic management**, policy formulation and operational decision-making, which requires:
 - improving CUP integration in the EU policy cycle by strengthening its links to common objectives and actions (notably the Biennial Report);⁶

⁶ Also relevant are the Customs Union Strategy, the EU Strategy and Action Plan for Customs Risk Management, and the reports of the European Court of Auditors.

- contribution of **indicators or evidence** on status, successes, needs or information gaps for specific policy themes;
- identification of cross-cutting strategic challenges;
- balancing a systematic view based on outcome-driven KPI with tailored evidence for agreed short and medium term priorities;
- reviewing the KPI portfolio on an ongoing basis, to ensure that only those with a clear common or national value are retained;
- building diagnostic evidence on selected outcomes, and contributing to an understanding of those outcomes and the need if any for further action to contribute to optimal performance leading as relevant to recommendations to inform customs policy and resourcing, planning, and decisions;
- using CUP to put forward systematic follow up mechanisms where needed, including reliable, comparable benchmarks and reference values for selected indicators, subject to regular review;
- deepening the engagement of the CPG with CUP, regarding the selection of areas for development of policy evidence, recognising that data development needs management support.

- CUP should be used to support **communication** on the *added value* of Customs, and its *strategic needs*, for internal and external stakeholders, by:
 - contributing to creating and promoting core messages about Customs functions, activities, outcome and impacts at the EU and national level under a "Customs Union" label, supporting in this way the Customs Union's visibility and strengthening its corporate identity;
 - developing short content suitable for use by the competent national and Union specialist services in communications, for policy, trade and public audiences; this may include summary Customs Union dashboards (quarterly/annual), infographics, case studies and examples from customs on collaborative successes, and promotion of major initiatives; messages should be tailor-made to audiences.

- CUP content should address **common customs priorities** which continue to reflect common challenges, new and old (outlined in the first Biennial Report) and legislative developments; an indicative list of *short and medium* term priority areas which may be considered by the CPG for development of deeper CUP information might include:
 - common financial risk management;
 - safety & security: protection, ICS reform, interagency co-operation;
 - "e-commerce" now and in the future;
 - implementation of the UCC (EU authorisations, Customs Decisions System, simplifications, centralised clearance, AEO);

- innovation – take-up of new technologies and approaches;
 - a forward-looking perspective should be included in CUP work;
 - complementarity between CUP and foresight work should be explored.
- The **sustainability of CUP** must be ensured for the future; mindful that CUP is now operating at full capacity, the Commission and the Member States should:
 - identify the actions to be taken to ensure high quality, reliable and timely **data** is provided securely for CUP processes;
 - give fullest attention to the **data protection** aspects;
 - seek to ensure that CUP policy requirements are integrated in design and development of new customs **IT** applications (ICS, Centralised Clearance, NCTS);
 - seek to **accelerate** the development and deployment of **CUP MIS**; consider interoperability of CUP MIS with national IT systems in the future;
 - seek the assistance of specialist services (including DG DIGIT) in work on **new CUP data analytics methods**, to offer a modern data/big-data-driven policy approach in the Customs Union, while strengthening the data security and data protection; moving beyond descriptive statistics;
 - review and enhance the **working methods**, to strengthen where needed the interaction between the CUP teams and priority policy domains;

- co-operate in particular with Expert Teams (including the C2020 CELBET), risk management and AEO groups which give valuable evidence;
 - combine basic indicators to develop composite indicators;
 - take account of the need to ensure that adequate human resources (numbers, skills and expertise) are available for efficient and effective delivery of CUP (EU and national level);
 - use CUP to support the long term developments of the Customs Union, as a basis for strategic forecasts and scenarios;
 - support **data quality** through a reinforced quality assurance initiative; having the same interpretation of the data for an indicator is a prerequisite for its reliable use;
 - consider different kinds of analysis (qualitative, quantitative, surveys, project monitoring, etc.) according to the issue examined;
 - taking the above elements together, prepare an action plan for ensuring **continuity, sustainability and governance of CUP in the long term**, beyond 2020, addressing where appropriate an adjustment in the organisation of the work, and further exploration of whether the establishment of a **legal framework** could support the stability and sustainability of the CUP.
-